

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

IP/C/W/229

23 novembre 2000

(00-5009)

**Conseil des aspects des droits de propriété  
intellectuelle qui touchent au commerce**

## PROJET DE RAPPORT ANNUEL (2000) DU CONSEIL DES ADPIC<sup>1</sup>

### I. GÉNÉRALITÉS

1. Depuis la période couverte par son dernier rapport<sup>2</sup>, le Conseil des ADPIC a tenu [quatre] réunions formelles, le 21 mars, du 26 au 29 juin, les 21 et 22 septembre et [du 27 novembre au 1<sup>er</sup> décembre] 2000. Les comptes rendus de ces réunions sont reproduits dans les documents IP/C/M/26-[29].<sup>3</sup>

2. La première de ces réunions a été présidée par M. l'Ambassadeur Carlos Perez del Castillo (Uruguay), les autres réunions ont été présidées par M. l'Ambassadeur Chak Mun See (Singapour).

3. Les réunions du Conseil étaient ouvertes à tous les Membres de l'OMC, aux autres gouvernements ayant le statut d'observateur auprès des organes de l'OMC et aux organisations internationales intergouvernementales ayant le statut d'observateur régulier auprès du Conseil. À sa réunion de juin, le Conseil a accordé le statut d'observateur *ad hoc* à l'Organisation mondiale de la santé, sous réserve de certaines conditions. Les décisions concernant les demandes de statut d'observateur présentées par 15 organisations n'ont pas encore été prises.<sup>4</sup>

### II. NOTIFICATIONS ET PROCÉDURES DE NOTIFICATION

#### i) Article 63:2<sup>5</sup>

4. Aux termes des procédures de notification adoptées par le Conseil à sa réunion de novembre 1995, à compter du moment où un Membre est tenu de commencer à appliquer une disposition de l'Accord sur les ADPIC, les lois et réglementations correspondantes doivent être notifiées sans tarder (IP/C/2). À ce jour, [69] Membres ont notifié au titre de l'article 63:2 la totalité ou la majeure partie de leur législation d'application concernant toutes les dispositions de l'Accord. [Onze] autres Membres ont présenté des notifications se rapportant spécifiquement à la mise en œuvre

---

<sup>1</sup> Ce projet devra être mis à jour compte tenu des travaux du Conseil à la réunion qui se tiendra du 27 novembre au 1<sup>er</sup> décembre 2000.

<sup>2</sup> Document IP/C/19.

<sup>3</sup> [Document IP/C/M/29 à paraître.]

<sup>4</sup> Les organisations en question sont énumérées dans le document IP/C/W/52/Rev.9.

<sup>5</sup> Les notifications mentionnées au paragraphe 4 ont été distribuées dans la série de documents IP/N/1/[PAYS]/-. Celles qui sont mentionnées au paragraphe 5 ont été distribuées dans la série IP/N/6/[PAYS]/-.

des articles 3, 4 et 5 de l'Accord.<sup>6</sup> [Vingt-trois] Membres ont présenté des notifications concernant la mise en œuvre de l'article 70:8 et, dans certains cas, de l'article 70:9 de l'Accord sur les ADPIC; certains d'entre eux ont indiqué que, sur leur territoire, les produits pharmaceutiques et/ou les produits chimiques pour l'agriculture pouvaient déjà bénéficier de la protection conférée par un brevet de produit.

5. À sa réunion de novembre 1995, le Conseil est également convenu que les Membres présenteraient des réponses à la liste de questions concernant les moyens de faire respecter les droits (IP/C/5). À ce jour, [59] Membres ont notifié leurs réponses.

ii) Articles 1:3 et 3:1<sup>7</sup>

6. Les articles 1:3 et 3:1 de l'Accord sur les ADPIC, qui traitent de la définition des personnes admises à bénéficier du traitement prévu dans l'Accord et du traitement national, autorisent certaines exceptions aux règles normales en la matière, sous réserve de la présentation d'une notification au Conseil des ADPIC. [Vingt-huit] Membres ont présenté des notifications au titre de ces dispositions.

iii) Article 4 d)<sup>8</sup>

7. L'article 4 d) de l'Accord sur les ADPIC prévoit qu'un Membre qui cherche à justifier une exception au traitement NPF en invoquant un accord international se rapportant à la protection de la propriété intellectuelle dont l'entrée en vigueur a précédé celle de l'Accord sur l'OMC doit notifier cet accord au Conseil des ADPIC.<sup>9</sup> À ce jour, 49 notifications ont été présentées par 34 Membres au titre de cette disposition.

iv) Article 69<sup>10</sup>

8. L'article 69 de l'Accord sur les ADPIC dispose que les Membres doivent établir et notifier des points de contact afin de coopérer en vue d'éliminer le commerce international des marchandises portant atteinte à des droits de propriété intellectuelle. Le Conseil a arrêté les procédures applicables à ces notifications en septembre 1995. À ce jour, [99] Membres ont notifié leurs points de contact.

v) Notifications au titre d'autres dispositions de l'Accord

9. Un certain nombre de dispositions en matière de notification de la Convention de Berne et de la Convention de Rome sont incorporées par référence dans l'Accord sur les ADPIC sans y être expressément mentionnées.<sup>11</sup> À ce jour, [trois] Membres ont présenté des notifications au titre des dispositions de l'article 14*bis* 2) c) applicables en vertu de l'Accord sur les ADPIC et [deux] Membres

---

<sup>6</sup> Le document IP/C/9 constitue un outil pratique destiné à aider les délégations à établir les notifications requises.

<sup>7</sup> Ces notifications ont été distribuées dans la série de documents IP/N/2/[PAYS]/-.

<sup>8</sup> Ces notifications ont été distribuées dans la série de documents IP/N/4/[PAYS]/-.

<sup>9</sup> L'annexe du document IP/C/M/12 donne des indications informelles destinées à aider les divers Membres à présenter ou à réviser leurs notifications au titre de l'article 4 d).

<sup>10</sup> La liste des points de contact figure dans le document IP/N/3/Rev.3 et addenda.

<sup>11</sup> Ces notifications ont été distribuées dans la série de documents IP/N/5/[PAYS]/-.

ont présenté des notifications au titre des dispositions de l'Annexe de la Convention de Berne ainsi applicables.<sup>12</sup>

### **III. EXAMEN DES LOIS ET RÉGLEMENTATIONS NATIONALES**

10. Le Conseil a achevé ses travaux concernant des questions qui étaient restées en suspens à la suite de l'examen de la législation de deux Membres à l'automne 1999.<sup>13</sup>

11. Le 1<sup>er</sup> janvier 2000, les périodes de transition prévues à l'article 65:2 et 65:3 ont pris fin et les obligations ont pris effet pour un grand nombre de Membres qui avaient recouru à ces périodes de transition générales. À la suite de consultations informelles tenues par le Président avant cette date, avec les Membres concernés, il a été convenu que les examens des législations d'application nationales de ces Membres auraient lieu en 2000 et 2001 et porteraient simultanément sur tous les domaines de la propriété intellectuelle, mais que par ailleurs les procédures à suivre seraient celles qui étaient appliquées jusqu'ici par le Conseil pour ces examens. Compte tenu des consultations informelles tenues ultérieurement par le Président sur les arrangements pratiques à mettre en place pour ces examens, y compris pour savoir quels seraient les Membres dont la législation serait examinée à telle ou telle réunion, le Conseil a décidé de réserver du temps pour ces examens à ses réunions de juin et novembre 2000 ainsi qu'à trois de ses réunions prévues pour 2001. À sa réunion de juin, le Conseil a entrepris l'examen de la législation de 13 Membres. Il a achevé dix de ces examens à sa réunion de septembre; les trois autres examens ont été [achevés] [poursuivis] à la réunion de novembre. À sa réunion de novembre, le Conseil a entrepris l'examen de la législation de huit autres Membres. [...]

### **IV. MISE EN ŒUVRE DE L'ARTICLE 70:8 ET 70:9**

12. Pendant la période considérée, le Conseil a reçu une nouvelle notification concernant cette question et a poursuivi l'examen de la mise en œuvre de l'article 70:8 et des dispositions connexes de l'article 70:9.<sup>14</sup>

### **V. MISE EN ŒUVRE DE L'ARTICLE 66:2**

13. Cet article dispose que les pays développés Membres doivent offrir des incitations aux entreprises et institutions sur leur territoire afin de promouvoir et d'encourager le transfert de technologie vers les pays les moins avancés Membres pour leur permettre de se doter d'une base technologique solide et viable. À sa réunion de décembre 1998, le Conseil est convenu que les pays développés Membres seraient invités à fournir des renseignements sur la manière dont l'article 66:2 était mis en œuvre. À ce jour, des renseignements ont été communiqués par 20 Membres. La question a été abordée à chaque réunion tenue par le Conseil pendant la période visée par le présent rapport. Au cours des discussions qui ont eu lieu, jusqu'à ce jour, certains Membres ont fourni des

---

<sup>12</sup> Pour le calcul de la période de dix ans renouvelable pendant laquelle les notifications au titre des dispositions de l'Annexe restent valables, voir le document IP/C/14.

<sup>13</sup> Les déclarations liminaires des délégations, les questions qui leur ont été posées et les réponses qu'elles ont apportées, y compris les questions complémentaires et les réponses y relatives, ont été distribuées dans les séries de documents IP/Q/[PAYS]/- (droit d'auteur et droits connexes), IP/Q2/[PAYS]/- (marques de fabrique ou de commerce, indications géographiques et dessins et modèles industriels), IP/Q3/[PAYS]/- (brevets, schémas de configuration de circuits intégrés, renseignements non divulgués et contrôle des pratiques anticoncurrentielles dans les licences contractuelles), et IP/Q4/[PAYS]/- (moyens de faire respecter les droits), respectivement.

<sup>14</sup> En ce qui concerne les notifications relatives à l'article 70:8 et 70:9, voir le paragraphe 4 ci-dessus.

renseignements supplémentaires et des observations ont été faites au sujet de l'adéquation des communications reçues. À sa réunion de juin, le Conseil disposait d'une note succincte qu'il avait demandé au Secrétariat d'élaborer, exposant les types de mesures d'incitation qui avaient fait l'objet d'une notification, avec des renvois aux documents contenant des précisions sur ces mesures.<sup>15</sup> Une proposition de la Zambie relative au traitement spécial et différencié en matière de transfert de technologie<sup>16</sup> fait l'objet d'un examen au Conseil depuis juin. [...]

## **VI. AUTRES QUESTIONS RELATIVES À LA MISE EN ŒUVRE SOULEVÉES AU CONSEIL**

14. Le Conseil a poursuivi l'examen de la question de savoir si la législation des États-Unis sur la protection des marques de fabrique ou de commerce et des noms commerciaux était conforme à l'Accord, compte tenu de l'article 211 de la Loi générale de 1998 portant ouverture de crédits globaux et de crédits d'urgence supplémentaires. À sa réunion de septembre, le Conseil est convenu que, si un groupe spécial était établi pour examiner cette question, ce point serait retiré de l'ordre du jour du Conseil, étant entendu que tout Membre pourrait y revenir à tout moment s'il le souhaitait.

## **VII. FAITS NOUVEAUX INTÉRESSANTS SURVENUS À L'OMC**

15. Pendant la période considérée, le Conseil a été informé que quatre procédures ayant trait à l'Accord sur les ADPIC ont été engagées dans le cadre du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends (IP/D/21 à 23 et WT/DS170/4). Dans le cas de deux différends, les rapports des groupes spéciaux ont été adoptés et dans un autre cas le rapport du groupe spécial et le rapport de l'Organe d'appel ont été adoptés. Les deux premiers différends ont trait aux dispositions concernant la protection conférée par un brevet pour les produits pharmaceutiques (IP/D/11) et à l'article 110 5) de la Loi des États-Unis sur le droit d'auteur (IP/D/16). Le troisième différend concerne la durée de la protection conférée par un brevet (IP/D/17). Dans un autre cas, un groupe spécial a été établi et la procédure est en cours. Ce différend porte sur l'article 211 de la Loi générale des États-Unis de 1998 portant ouverture de crédits (IP/D/20). Des consultations sont toujours en cours au sujet de différends concernant certaines mesures affectant la protection des droits des auteurs et des droits voisins (IP/D/8 et 12), les mesures affectant les moyens de faire respecter les droits de propriété intellectuelle (IP/D/9), les moyens de faire respecter les droits de propriété intellectuelle pour les films et les programmes de télévision (IP/D/13 et 14), la protection conférée par un brevet pour les produits pharmaceutiques et les produits chimiques pour l'agriculture (IP/D/15), la protection conférée par un brevet pour les produits pharmaceutiques et la protection des données résultant d'essais pour les produits chimiques pour l'agriculture (IP/D/18), la protection des marques de fabrique ou de commerce et des indications géographiques pour les produits agricoles et les produits alimentaires (IP/D/19), l'article 337 de la Loi douanière de 1930 des États-Unis et les modifications y relatives (IP/D/21), certaines mesures concernant la protection des brevets et des données résultant d'essais (IP/D/22) et des mesures affectant la protection conférée par un brevet (IP/D/23).

## **VIII. COOPÉRATION TECHNIQUE**

16. Le Conseil a poursuivi ses travaux dans ce domaine en se fondant sur les procédures convenues à sa réunion de février 1996. Pendant la période considérée, plusieurs délégations l'ont informé des activités de coopération technique spécifiques dont elles avaient bénéficié, qu'elles avaient offertes ou qui s'étaient déroulées sur le territoire de leur pays. Le Conseil est convenu que, cette année, les pays développés Membres mettraient à jour les renseignements relatifs aux activités

---

<sup>15</sup> Document IP/C/W/169.

<sup>16</sup> Documents IP/C/W/199 et 200.

de coopération technique et financière qu'ils offraient conformément à l'article 67 de l'Accord, à temps pour la réunion de septembre 2000 qui était particulièrement axée sur la coopération technique. Comme les années précédentes, les organisations intergouvernementales ayant le statut d'observateur auprès du Conseil des ADPIC ont également fourni, à l'invitation du Conseil, des renseignements sur leurs activités et le Secrétariat de l'OMC a donné des précisions sur ses activités de coopération technique dans le domaine des ADPIC. Ces renseignements figurent dans les documents IP/C/W/201 à 203 et leurs addenda.<sup>17</sup>

17. Le Secrétariat coopère avec plusieurs organisations intergouvernementales, en particulier l'OMPI conformément à l'accord entre l'OMPI et l'OMC, entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1996, et à l'initiative conjointe en matière de coopération technique prise par les Directeurs généraux des deux organisations en juillet 1998.

## **IX. EXAMEN DE L'APPLICATION DES DISPOSITIONS DE LA SECTION RELATIVE AUX INDICATIONS GÉOGRAPHIQUES PRÉVU À L'ARTICLE 24:2**

18. Le Conseil a continué l'examen de cette question en 2000. Pendant la période considérée, le Conseil a reçu des réponses à la Liste de questions adoptée en 1998<sup>18</sup> de [quatre] Membres et il a maintenant reçu des réponses des Communautés européennes et de leurs États Membres ainsi que de [20] autres Membres.<sup>19</sup> À sa réunion de mars, le Conseil a été informé que des questions complémentaires avaient été adressées par un Membre à un autre Membre au sujet des réponses que ce dernier avait fournies à la Liste de questions. À sa réunion de septembre, le Conseil a été informé que le Secrétariat avait distribué une version préliminaire de la note qu'il avait établie à la demande du Conseil, récapitulant, sur la base d'un plan convenu<sup>20</sup>, les réponses à la Liste de questions, afin de faciliter la compréhension des renseignements plus détaillés fournis dans ces réponses. À cette réunion, des communications ont aussi été présentées par deux délégations au sujet des indications géographiques et de l'examen prévu à l'article 24:2.<sup>21</sup> [...]

## **X. MISE EN ŒUVRE DE L'ARTICLE 24:1**

19. Cette question a été inscrite à l'ordre du jour de la réunion de septembre du Conseil, à la suite d'une demande formulée par une délégation et de la communication d'une note émanant de cette délégation et de plusieurs autres, dans laquelle celles-ci exposaient leurs vues au sujet de la mise en œuvre de l'article 24:1, en particulier en ce qui concerne l'extension de la protection additionnelle pour les indications géographiques à des produits autres que les vins et les spiritueux.<sup>22</sup> Deux documents distribués par une délégation avant cette réunion traitent également de cette question.<sup>23</sup> [...]

---

<sup>17</sup> Les points de contact des administrations des pays développés Membres auxquels les pays en développement souhaitant une coopération technique dans le domaine des ADPIC peuvent s'adresser figurent dans le document IP/N/7/Rev.2 et ses addenda.

<sup>18</sup> Documents IP/C/13 et addendum.

<sup>19</sup> Documents IP/C/W/117 et addenda.

<sup>20</sup> Note informelle n° 2104 du 13 avril 1999.

<sup>21</sup> Documents IP/C/W/205 et 211.

<sup>22</sup> Document IP/C/W/204/Rev.1.

<sup>23</sup> Documents IP/C/W/195 et 196.

## **XI. MISE EN ŒUVRE DE L'ARTICLE 23:4**

20. Le Conseil a poursuivi, tout au long de la période considérée, ses discussions sur les questions en rapport avec les négociations prévues à l'article 23:4 de l'Accord concernant l'établissement d'un système multilatéral de notification et d'enregistrement des indications géographiques pour les vins, ainsi que sur les questions en rapport avec un système de notification et d'enregistrement pour les spiritueux, conformément au paragraphe 34 du rapport (1996) du Conseil<sup>24</sup> et à l'accord auquel le Conseil général était parvenu à sa réunion des 7 et 8 février 2000. Ces discussions ont eu lieu sur la base d'une proposition des Communautés européennes, dont une version révisée a été communiquée au Conseil à sa réunion de juin<sup>25</sup>, et d'une proposition conjointe du Canada, du Chili, des États-Unis et du Japon.<sup>26</sup> À la même réunion, le Conseil a reçu également une communication d'une autre délégation sur ce sujet.<sup>27</sup> Les renseignements réunis par le Conseil dans le cadre de ses travaux sur cette question comprennent 12 communications de Membres sur les systèmes d'enregistrement des indications géographiques qu'ils appliquent<sup>28</sup>, une note d'information élaborée par le Secrétariat sur les systèmes de notification et d'enregistrement des indications géographiques en vigueur pour les vins et les spiritueux<sup>29</sup>, une note d'information élaborée par le Secrétariat sur les systèmes internationaux de notification et d'enregistrement des indications géographiques pour des produits autres que les vins et les spiritueux<sup>30</sup>, et des renseignements communiqués oralement par l'OMPI, à la réunion de septembre, au sujet des travaux engagés en juillet 2000 dans cette Organisation en relation avec l'Arrangement de Lisbonne. [...]

## **XII. EXAMEN DES DISPOSITIONS DE L'ARTICLE 27:3 b)**

21. À sa réunion de mars, le Conseil a réaffirmé qu'il était nécessaire de poursuivre l'examen des dispositions de l'article 27:3 b) de l'Accord. Lorsqu'il avait entrepris cet examen en décembre 1998, le Conseil avait invité les Membres qui avaient déjà l'obligation d'appliquer l'article 27:3 b) à donner des renseignements sur la manière dont les questions visées dans cette disposition étaient alors traitées dans leur législation nationale. Les autres Membres avaient été invités à fournir ces renseignements au mieux de leurs possibilités. Il avait été demandé au Secrétariat de prendre contact avec la FAO, le Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique et l'UPOV afin de leur demander des renseignements factuels sur leurs activités dans ce domaine. Au moment de la réunion du Conseil de [septembre], des renseignements sur la manière dont cette disposition était appliquée avaient été communiqués par [35] Membres sous la forme de réponses à la liste exemplative de questions<sup>31</sup> et par les trois organisations intergouvernementales susmentionnées.<sup>32</sup> Pendant toute la période considérée,

---

<sup>24</sup> Document IP/C/8.

<sup>25</sup> Document IP/C/W/107/Rev.1.

<sup>26</sup> Document IP/C/W/133/Rev.1.

<sup>27</sup> Document IP/C/W/189.

<sup>28</sup> Documents IP/C/W/76 et addenda.

<sup>29</sup> Document IP/C/W/85.

<sup>30</sup> Document IP/C/W/85/Add.1.

<sup>31</sup> À la demande du Conseil, le Secrétariat a établi une note (job n° 2689 du 7 mai 1999) contenant une synthèse structurée des renseignements fournis par les 33 Membres qui avaient communiqué des informations au Conseil à cette date.

<sup>32</sup> Documents IP/C/W/130 et addenda.

les Membres ont procédé à un examen approfondi d'un certain nombre de questions de fond et d'un certain nombre de questions de procédure relatives à la manière dont le Conseil devrait mener ses travaux ultérieurs en la matière. En ce qui concerne ces dernières questions, il s'agissait, entre autres, de collecter des renseignements additionnels sur la manière dont cette disposition était appliquée par les Membres, étant donné en particulier que l'on disposait pour le moment de peu de renseignements à ce sujet émanant des pays en développement Membres, de demander à diverses organisations intergouvernementales, dont l'OMPI, la FAO, et le Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique et l'UPOV, de communiquer des renseignements actualisés<sup>33</sup>, et d'étudier les façons d'organiser les thèmes qui avaient été abordés jusqu'alors au cours des discussions. À sa réunion de septembre, le Conseil a reçu six communications présentées par des Membres concernant des questions en cours d'examen.<sup>34</sup> [...]

### **XIII. EXAMEN DE LA MISE EN ŒUVRE DE L'ACCORD AU TITRE DE L'ARTICLE 71:1**

22. Aux termes de cet article, le Conseil des ADPIC doit examiner la mise en œuvre de l'Accord à l'expiration de la période de transition de cinq ans visée à l'article 65:2. Au cours de la période considérée, le Conseil a examiné la manière dont il devrait envisager cet examen général de la mise en œuvre de l'Accord. Il a reçu des communications ayant trait à cette question de trois délégations.<sup>35</sup> [...]

### **XIV. PLAINTES EN SITUATION DE NON-VIOLATION**

23. À la demande d'une délégation, la question de l'examen de la portée et des modalités des plaintes en situation de non-violation a été inscrite à l'ordre du jour de la réunion du Conseil de mars. À la suite des discussions qui ont eu lieu à cette réunion, le Conseil a également examiné la question des plaintes en situation de non-violation aux autres réunions qu'il a tenues pendant la période considérée. Il a reçu des communications sur cette question d'un certain nombre de délégations.<sup>36</sup> [...]

### **XV. COMMERCE ÉLECTRONIQUE**

24. En juillet 2000, le Conseil général est convenu d'inviter le Conseil des ADPIC et trois autres organes subsidiaires, à savoir le Conseil du commerce des marchandises, le Conseil du commerce des services et le Comité du commerce et du développement, à reprendre là où ils les avaient laissés les travaux sur le commerce électronique dans leurs sphères de compétence respectives, à recenser les questions plurisectorielles et à faire rapport au Conseil général à sa réunion ordinaire de décembre 2000.<sup>37</sup> À la réunion du Conseil de septembre, l'OMPI a fait le point sur les travaux qu'elle mène dans ce domaine. [...]

---

<sup>33</sup> Les renseignements communiqués par ces organisations déjà distribués par le Conseil figurent dans les documents IP/C/W/130 et addenda, IP/C/W/213, IP/C/W/217 et IP/C/W/218. Des notes d'information établies par le Secrétariat à l'intention du Comité du commerce et de l'environnement et également distribuées au Conseil des ADPIC figurent dans les documents IP/C/W/175 et IP/C/W/216.

<sup>34</sup> Documents IP/C/W/195, IP/C/W/196, IP/C/W/198 et Corr.1, IP/C/W/206, IP/C/W/209 et JOB(00)/6091.

<sup>35</sup> Documents IP/C/W/166, 210 et 214.

<sup>36</sup> Documents IP/C/W/191, 194 et 212, ainsi que JOB(00)/6166.

<sup>37</sup> Paragraphes 94 et 131 du document WT/GC/M/57.